

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure
la société ONDUCLAIR de respecter les dispositions
de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007
pour son ancien site de WASQUEHAL.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1994 autorisant la société ONDUCLAIR, à poursuivre l'exploitation à WASQUEHAL, 1 et 3, rue du Maréchal Leclerc, d'une installation de fabrication de plaques en différentes matières plastiques ;

Vu la cessation d'activité de la société ONDUCLAIR sur le site de WASQUEHAL du 31 décembre 2005 ;

Vu le procès-verbal de récolement établi le 10 octobre 2006 pour le site de WASQUEHAL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007 imposant à la société ONDUCLAIR des prescriptions complémentaires pour la surveillance des eaux souterraines de son site de WASQUEHAL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 imposant à la société ONDUCLAIR des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site de WASQUEHAL ;

Vu l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007 susvisé qui dispose : « L'exploitant devra mettre en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines : nappes superficielles et des landéniens. Ce réseau devra être établi avec l'aide d'un hydrogéologue-expert dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées et dont les conclusions sur l'implantation du réseau de piézomètres et sur la fréquence d'échantillonnage seront communiquées à l'Inspection des Installations classées » ;

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007 susvisé qui dispose : « Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence semestrielle [Analyse de dichloroéthylène dans la nappe superficielle ; Analyse de chlorure de vinyle dans la nappe des landéniens]. Les résultats des mesures ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation. » ;

Vu le rapport du 3 décembre 2014 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 22 décembre 2014 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de l'analyse des éléments en sa possession, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines daté du 20 août 2012 (rapport TAUW référencé 6070634-01, correspondant à une campagne de prélèvements réalisée en 2012), rappelle que le site fait l'objet d'un suivi de la qualité des eaux souterraines depuis août 2003, via 4 piézomètres : PZ1 (aval hydraulique), PZ6 (latéral hydraulique), PZ15 (aval hydraulique), PZ16 (amont hydraulique).

Toutefois, lors de la campagne de juin 2012 : Pz1 (piézomètre aval) n'a pas été retrouvé, Pz15 (piézomètre aval) était complètement rebouché, Pz6 (piézomètre latéral) d'une profondeur initiale d'environ 20m ne proposait plus que 5,26m de profondeur utile ; au final seul Pz16 (piézomètre amont) est apparu en bon état.

Le courriel de l'exploitant du 1^{er} décembre 2014 confirme l'état insatisfaisant du réseau piézométrique, puisque la reconstruction des piézomètres est envisagée.

L'état de détérioration du réseau piézométrique ne permet pas en l'état de rendre compte de l'évolution de la qualité des eaux souterraines au droit du site.

Ces éléments avaient d'ores et déjà été rappelés à l'exploitant lors d'une réunion du 22 octobre 2012, puis dans le cadre d'un courrier du 03 février 2014 resté sans réponse.

L'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines daté du 20 août 2012 (rapport TAUW référencé 6070634-01). Compte tenu de l'état de détérioration du réseau piézométrique, seuls des prélèvements sur Pz16 et Pz6 (piézomètres amont et latéral) ainsi que dans les eaux superficielles de la Marque (en aval du site) ont pu être réalisés.

Depuis cette date, aucun rapport d'analyse de la qualité des eaux souterraines n'a été transmis à l'inspection des installations classées.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de mettre en demeure la société ONDUCLAIR de respecter les prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007 susvisé, conformément aux dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société ONDUCLAIR, dont le siège social est situé à COMINES, rue Descartes – ZAC Maurice Schumann, exploitant une ancienne installation de fabrication de plaques en plastique au droit du site sis 1, 3, rue du Maréchal Leclerc sur la commune de WASQUEHAL, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007, par la mise en oeuvre des actions suivantes :

- mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines dans les nappes superficielles et des landéniens,
- réalisation des analyses semestrielles prévues par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007, avec transmission des résultats de mesures à l'Inspection des Installations Classées au plus tard un mois après leur réalisation

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai qui n'excédera pas 1 mois à compter de la notification du présent arrêté : transmission à l'inspection des installations classées d'un avis motivé d'expert-hydrogéologue relatif à l'implantation et aux caractéristiques du réseau de piézomètres,
- dans un délai qui n'excédera pas 2 mois à compter de la notification du présent arrêté : transmission à l'inspection des installations classées des pièces justificatives de la mise en oeuvre effective de ce réseau de piézomètres,
- dans un délai qui n'excédera pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté : transmission à l'inspection des installations classées d'un rapport d'analyse des eaux souterraines.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

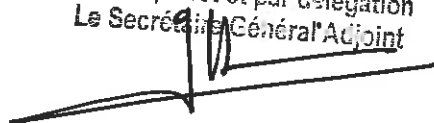
- maire de WASQUEHAL ,
- directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de WASQUEHAL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 09 JAN 2015

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint



Guillaume THIRARD



